



FSU 42

Déclaration CSAS-D

lundi 08 juillet 2024

Hier, dimanche 7 juillet 2024, notre pays a frôlé la catastrophe politique et un large front républicain a éloigné, pour un temps, le péril de l'extrême droite au pouvoir. Mais la situation est inédite et doit faire réagir nos futurs gouvernants. La FSU entend y prendre toute sa part.

Nous avons constamment alerté, ministres, recteurs et DASEN sur les conséquences probablement néfastes voire funestes des politiques de M. Macron, particulièrement des politiques concernant les services publics et l'école. Il ne s'agit plus désormais de probabilité : en se coupant des réalités de la population, le Président Macron et ses différents gouvernements ont engendré de l'instabilité et du désordre. La disruption a manifestement fonctionné au-delà de toute espérance.

Il faut se souvenir de nos alertes sur le projet social du Président Macron fait de contrôle, de culpabilisation et d'uberisation comme horizon économique : réformes retraites, loi immigration, réforme de l'assurance chômage. Ajoutons les grandes idées qui ont fait reculer notre fonction publique et le dialogue social dans l'éducation nationale : loi de transformation de la fonction publique, réforme du lycée général et technologique, réformes du lycée professionnel, verticalité du Ministre Blanquer sous couvert de « confiance », valse de nos ministres, choc des savoirs. A chaque fois, les organisations syndicales et l'expertise des personnels de terrain ont été exclues des décisions.

Il est temps désormais de revenir à la raison : la démocratie ce n'est pas un vote tous les 5 ans, ce sont des contre-pouvoirs, des media libres, des organisations syndicales entendues, des structures d'éducation populaires soutenues, c'est une fonction publique statutaire reconnue, c'est une école émancipatrice. Pour combattre les idées de l'extrême droite, anti-sociale, nationaliste, xénophobe et raciste, pour résister à la haine et au rejet de l'autre, il nous faut toutes et tous répondre à l'urgence politique en bâtissant du commun. L'extrême droite et ses idées sont les ennemies de la démocratie, les adversaires de tous les travailleurs et toutes les travailleuses, des privé-es d'emploi, des retraité-es mais aussi de la jeunesse.

Faire le choix du service public, c'est choisir l'intérêt général. Le service public c'est le bien commun de ceux qui n'en ont pas, le président Macron a choisi les intérêts particuliers à rebours de l'intérêt collectif. Aujourd'hui, suite aux résultats des élections législatives la FSU réaffirme qu'elle choisira toujours de défendre l'intérêt commun au service du public et des agents publics.

Dans le cadre de ce CSAS-D, pour le second degré, nous nous inquiétons de voir cette année des ajustements de dernière minute qui mettraient en péril un équilibre déjà bien difficilement maintenu en raison de la mise en place extrêmement complexe des groupes de besoin.

Les suppressions ou créations de divisions ou de sections perturbent les services et les répartitions, d'autant plus qu'en raison de la période de réserve électorale, les ajustements interviennent encore plus tardivement que d'habitude.

Les enseignants ont vécu une année plus qu'éprouvante, ont reçu ordres et contre-ordres sur la mise en place des mesures dites « du choc des savoirs » ; le glissement lexical des « groupes de niveau » en « groupes de besoin » ne masque en rien ce qu'ils sont réellement : le moyen de perpétuer et d'aggraver les inégalités sociales.

Le projet d'un DNB couperet constitue une régression historique, de même que la mise en place de la classe « prépa lycée », qui va évincer des milliers d'élèves du système scolaire, sans parler de ses conséquences sur la désorganisation du lycée, qui, vraiment, n'en avait pas besoin.

Nous nous inquiétons également du nombre de lycéens qui n'auraient pas d'affectation en série technologique, et reviendraient *de facto* en série générale, ou bien intégreraient un établissement privé.

Chacun voit bien de même que le pacte n'a pas permis de remplacer les absences d'enseignants, ou bien que ces remplacements se sont souvent faits dans d'autres disciplines que celles concernées par les absences.

Dans le primaire, le choc des savoirs a matérialisé, encore une fois, cette idéologie du contrôle des professionnels : ouvrages labellisés et programmes refondus. Pourtant, les enseignants et les AESH ont besoin de retrouver leur pleine liberté d'initiative. La FSU42 déplore encore le manque de moyens criant dans la Loire pour l'accompagnement des élèves en situation de handicap. En outre, cette année, les professeur.e.s des écoles ont subi la crise des remplaçants, cette situation n'est plus tenable, il faut les moyens de remplacer les enseignant.es absent.es quels qu'en soient les motifs, or, en cette fin d'année, même la priorité départementale pour la formation n'a plus fait l'objet de remplacements suffisants : parfois 0 remplaçant pour 7 enseignant.es en formation sur une même école.

Face à la multiplication de mesures et réformes préjudiciables et désastreuses pour les élèves et pour les personnels, la FSU réaffirme son projet d'une école qui œuvre à la réussite de tous les élèves, qui ne peut passer que par la diminution des effectifs par classe, l'hétérogénéité des classes, et le recrutement massif d'enseignants, d'AESH, de psychologues, de CPE, d'AED, d'infirmier.es, d'assistantes sociales, bien formés.